

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Comme des milliers d'autres Canadiens, j'en suis sûr, je suis scandalisé de l'hypocrisie du discours que le premier ministre a fait au Costa Rica. Le premier ministre a dit aux dirigeants latino-américains qu'il se souciait énormément de la dette des pays du tiers monde. Il leur a dit qu'il se préoccupait beaucoup de la pauvreté qui régnait en Amérique latine et qu'il s'intéressait de très près à la question de l'aide étrangère.

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas avoué à ces mêmes dirigeants des pays d'Amérique latine que, selon les prévisions officielles de l'Agence canadienne de développement international dont le rapport a été présenté au Parlement, il a amputé de 20 millions de dollars cette année l'aide au développement accordée aux pays d'Amérique latine, malgré sa grande préoccupation pour la pauvreté dans ces pays?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le discours du premier ministre au Costa Rica peut avoir déçu le chef de l'opposition. Or, je peux lui dire que les chefs des gouvernements d'Amérique latine, des Antilles et d'Amérique du Nord n'ont pas seulement salué avec enthousiasme l'entrée du Canada dans l'Organisation des États américains, mais qu'ils ont également vu là le signe évident que les pays d'Amérique latine, nos voisins de l'hémisphère, seraient dorénavant une grande priorité de notre gouvernement, qui s'efforce de jouer pleinement son rôle tant dans cette hémisphère que dans le reste du monde.

Pour ce qui est de l'aide, le chef de l'opposition connaît mieux que quiconque la raison des réductions dans les niveaux d'aide publique au développement. Il sait que le gouvernement doit faire face à un déficit écrasant qu'ont accumulé le très honorable chef de l'opposition et ses collègues lorsqu'ils étaient au pouvoir. Nous ne pouvons pas faire abstraction de ce déficit, pas plus que nous ne pouvons soustraire aux mesures de compression des secteurs comme l'aide publique au développement. Nous avons adopté un programme qui nous permettra de diminuer le déficit et de jouer un rôle de premier plan dans le développement international en Amérique latine et partout dans le monde.

Questions orales

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, pourquoi, dans ce cas, le premier ministre n'a-t-il pas avoué franchement à ses collègues d'Amérique latine qu'il réduisait l'aide à leur région, au lieu de chanter ses propres louanges et celles de son gouvernement devant son auditoire costaricain?

L'une des conditions préalables à l'adhésion à cet organisme aurait dû être une présence active sur le plan de la diplomatie et sur le plan de l'aide, et il aurait même fallu qu'un débat parlementaire et public complet précède la décision.

[Français]

Monsieur le Président, le premier ministre a déclaré dans le même discours devant les dirigeants latino-américains que le problème de la dette extérieure dans cette région le préoccupait beaucoup, et qu'il avait à coeur de les aider. Pourquoi le premier ministre, et je lui adresse encore cette question, n'a-t-il pas dit aux dirigeants latino-américains qu'en avril dernier, le gouvernement canadien a réduit de plus de 40 p. 100 l'aide canadienne à la Banque Interaméricaine de développement, et de plus de 80 p. 100 l'aide accordée à la Banque de développement des Caraïbes? N'est-ce pas là de la pure hypocrisie?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je sais que le chef de l'Opposition serait non seulement surpris, mais heureux d'apprendre le fait que tous les dirigeants des gouvernements présents vendredi et samedi derniers ont félicité le Canada et le gouvernement canadien pour avoir pris une initiative aussi importante en faveur des relations du Canada avec l'Amérique latine. Il serait important aussi de souligner que ce geste du Canada a été approuvé par un grand Canadien, l'honorable Paul Martin senior, qui a dit dans un texte, je pense, aujourd'hui, que le geste du Canada de se joindre plus activement à l'Organisation est un geste qui est dû depuis maintenant belle lurette.

En ce qui concerne la dette, le chef de l'opposition n'est pas sans savoir que le Canada a joué un rôle important dans le règlement de la question de la dette du Mexique en vertu du *Brady Plan*, que le ministre des Finances a présidé une grande initiative en faveur de La Guyane, et que nous avons reçu de la part de tous les membres du Commonwealth, présents à Kuala Lumpur, un remerciement en faveur de la générosité de tous les Canadiens.

• (1420)

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, il est vrai que Paul Martin, depuis son premier discours ici à la Chambre, en 1935, avait ce projet en tête, mais même lui pourrait être déçu d'entendre ce matin que le gouvernement a réagi de façon tout à fait hypocrite dans ses actions, en comparaison avec ses discours.